



Concurrence

Par [Laurent Joffrin](#) — 15 octobre 2017 à 22:16

Emmanuel Macron, lors de son entretien télévisé, dimanche soir. Photo Boris Allin

- Concurrence

Édito

Drôle de lever de rideau. Alors que ses partisans s'inquiétaient de le voir pencher trop à droite, Emmanuel Macron, dans le *Spiegel*, a provoqué une nouvelle fois la gauche. Interrogé sur les critiques suscitées par la quasi-suppression de l'impôt sur les fortunes, il déclare avec force qu'il ne cédera pas «*au triste réflexe de l'envie française*». Et sur TF1, il assume cette critique de la «*jalousie*». Parlons clair, c'est l'un des clichés de droite les plus éculés : ceux qui déplorent les inégalités excessives ne sont que des envieux, de petits médiocres, qui jalourent en grimaçant ceux qui ont réussi, ces «*premiers de cordée*» chers au Président. Voilà ce qu'on entendait dans les salons bourgeois du temps passé... Emmanuel Macron, qui passait son premier examen audiovisuel face à des journalistes, et qui a plutôt maîtrisé l'exercice dans un style parfois sarkozien, a-t-il corrigé le tir ? Un peu : il a rappelé quelques mesures positives, le dédoublement des classes de CP, la baisse de la taxe d'habitation, les indemnités de chômage (sous conditions) pour ceux qui démissionnent. Il y a ajouté un zeste d'intéressement et de participation chipé au général de Gaulle. Mais pour le reste, la philosophie ne change pas. La métaphore de la «*cordée*» est éclairante : elle suppose qu'il n'y a aucun antagonisme d'intérêt entre ceux qui ouvrent le chemin - les chefs d'entreprise en l'occurrence, pour ne pas dire «*les riches*», et ceux qui suivent, parfois loin derrière. Vision parfaitement irénique, qui gomme toute contradiction sociale, tout conflit potentiel entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas. Le remède macronien ? La réussite individuelle, non la redistribution. Réussissez, réussissez, réussissez, c'est la loi et les prophètes ! La réussite vaut certes mieux que l'échec. Mais au bout du compte, en attisant cette concurrence de tous contre tous, on construit une drôle de société.

[Laurent Joffrin](#)

Emmanuel Macron n'a rien d'un social-démocrate

Par [Laurent Joffrin](#), Directeur de la publication et de la rédaction @ [Laurent_Joffrin](#) — 16 octobre 2017 à 19:36



Emmanuel Macron, aux Etats généraux de l'alimentation à Rungis, mercredi. Photo Albert Facelly

- Emmanuel Macron n'a rien d'un social-démocrate

Édito

Un président-manager. Au fond, c'est le portrait le plus net qui ressort de l'intervention télévisée d'Emmanuel Macron. Un manager cultivé, sensible à l'histoire, maniant une langue sûre, ce qui tranche avec le sabir entrepreneurial qui prévaut dans tant de cercles dirigeants et au sein du parti En marche. Mais un manager tout de même. C'est-à-dire quelqu'un de volontaire, de pragmatique, et même de sensible à la dimension humaine de l'entreprise, ne serait-ce que pour motiver «les équipes». Mais aussi quelqu'un qui adhère sans mélange aux valeurs - ou aux duretés - de la concurrence, de l'évaluation, de la hiérarchie (au nom de l'efficacité) et de la propriété. Impossible d'interpréter autrement l'éloge obsessionnel de la réussite individuelle qui a tissé le discours présidentiel. Spontanément, viscéralement, Emmanuel Macron est un libéral. Il croit à l'individu libre, à la compétition de tous contre tous, à la créativité intrinsèque du secteur privé, à la pataude inefficacité des structures collectives et des corps intermédiaires.

Dans cette philosophie, l'inégalité n'est pas un problème mais un atout. Elle récompense le mérite des «*premiers de cordée*». Elle motive les dirigeants et les investisseurs, à qui «*il ne faut pas jeter*

des pierres», c'est-à-dire les soumettre à des impôts excessifs qui nous transporterait à «*Cuba, sans le soleil*». Elle est donc le moteur du progrès. Pour autant, Macron n'est pas «ultra-libéral», comme on l'entend parfois dans la gauche radicale. Il admet les correctifs destinés à humaniser le marché : Etat-providence (qu'il faut convertir à l'efficacité et aux économies), formation pour tous (qui promeut l'égalité des chances), filet de sécurité pour ceux «*qui ne sont rien*», les «*illettrés*», voire les «*fainéants*» et qu'on ne peut pas laisser crever. François Fillon, pendant la campagne électorale, se rapprochait bien plus du modèle libéral extrême, en programmant réduction à la hache des dépenses publiques et abaissement de tous les impôts, c'est-à-dire recul historique du service public. En regard, Emmanuel Macron est un modéré. Mais il n'a rien, en fait, d'un social-démocrate. Dans la «*cordée*» dont il parle, les intérêts sont confondus. Si le premier trébuché, tous tombent. Or la métaphore ne vaut pas. Les salariés sont souvent solidaires de l'entreprise quand elle va mal : ils risquent leur emploi. Mais dès qu'elle prospère, le partage du revenu oppose des intérêts contradictoires. La social-démocratie est un compromis entre parties antagoniques, non l'abolition des conflits. Aussi bien, tout social-démocrate vise à réduire les inégalités, qu'il juge injustes et excessives. François Hollande, quoi qu'on dise, a œuvré dans ce but.

La politique Macron ne s'en soucie pas. Ou plutôt, le Président voit dans l'inégalité la condition du plein-emploi et le moyen, grâce à l'efficacité obtenue, de financer l'éducation et le filet de sécurité minimal. En leur temps, Blair, Schröder, Clinton, ont joué cette carte, qui se distingue clairement du libéralisme canonique des Bush, Cameron ou Schäuble, mais rompt avec la social-démocratie. Macron marche dans leurs pas. Il est fort possible, grâce au retour de la croissance, qu'il obtienne des résultats. Mais ils se paieront, inmanquablement, d'un accroissement des inégalités. Or seuls les vrais libéraux pensent qu'elles sont justes.

[Laurent Joffrin Directeur de la publication et de la rédaction @ Laurent_Joffrin](#)